

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1	<u>Site des travaux</u>	.1	Les travaux visés par le présent projet comprennent l'apport de la main-d'oeuvre et de tous les matériaux, matériel, articles de quincaillerie et installations nécessaires à la reconstruction du mur de soutènement des structures (302) et (304) au quai public situé à Le Goulet, dans le comté de Gloucester (N.-B.), en stricte conformité avec le devis et les dessins connexes et conformément à toutes les modalités du contrat.
1.2	<u>Étendue des travaux</u>	.1	Les travaux visés par le présent contrat comprennent ce qui suit (énumération non limitative): <ul style="list-style-type: none">.1 Élimination hors du site à un dépôt de remplissage terrestre provincial approuvé le garde-roue, échelles, crampons, plaque en acier, angle en acier et les déchets de construction..2 Enlèvement de la palplanche en acier qui nuire aux nouveaux travaux et l'élimination à un dépôt de remplissage terrestre provincial approuvé ou à une centre de tri..3 Enlèvement du tablier en béton, remblayage excavé et matériaux venant du fond du havre seront entreposés dans la zone de service ou dirigé par le Représentant du Ministère..4 L'enlèvement et le remplacement du ponceau en béton avec un nouveau ponceau en béton..5 Fournir et installer des pieux en acier à section en H..6 La conception et l'installation du système de protection cathodique pour tous les pieux en acier à section en H..7 Fournir et installer des panneaux de mur préfabriqué en béton..8 Fournir et installer du mur en béton coulé en place et poutre de bordure ou illustré sur le plan..9 Fournir et installer l'extrémité du mur en béton..10 L'installation de la fondation pour feu de navigation. Le feu de navigation à être fourni et installer par d'autres..11 Fournir et installer des blocs d'ancrage en béton..12 Fournir et installer des tirants..13 Fournir et installer de tissu filtrant où illustrés sur le plan.

- .14 Fournir et installer la fondation granulaire et de base granulaire.
- 15 Fournir et installer la pierre (enrochement de protection), pierre filtre, roche à noyau, pierre de protection contre l'affouillement et roches prélevées au hasard (R5) où illustré sur le plan.
- .16 Fournir et installer la pierre massif où illustré sur le plan.
- .17 Fournir et installer de garde-roue en bois.
- .18 La fabrication et installation des nouvelles échelles.
- .19 La fabrication et installation des nouveaux crampons et barre de prise galvanisés.

1.3 Visite du chantier

- .1 Avant de présenter une soumission, les soumissionnaires devraient inspecter et examiner les lieux des travaux afin de se renseigner sur la forme et la nature des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit effectuer sa propre évaluation de la condition des lieux, de la structure du caisson à claire-voie et des difficultés à effectuer les travaux indiqués.
- .3 Les soumissionnaires doivent porter l'équipement protecteur personnel et prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer leur sécurité lors de la visite des lieux.
- .4 Le site est exposé à l'environnement maritime, eau de marée, courant du chenal et météo sévère maritime. Pour ces raisons les soumissionnaires doivent renseigner avec les conditions maritimes des lieux.
- .5 Les soumissionnaires sont avisés de vérifier l'annuaire des marées émis par Pêche et Océan pour les conditions de marée qui peuvent effectuer les travaux.

1.4 Plate-forme de Travail Temporaire

- .1 La structure existant n'est pas considérée comme structurellement adéquate pour soutenir l'équipement de construction.
- .2 L'Entrepreneur doit fournir une plate-forme temporaire pour accéder au travail. La plate-forme temporaire se composer de pile de structure supportée indépendant ou autre système approuvé qui permet d'accéder en toute sécurité au travail.

-
- | | | |
|--|----|--|
| | .3 | L'Entrepreneur de soumettre les détails et la procédure d'accès sécuritaire au travail et l'installation des nouveaux éléments du mur de direction. |
| | .4 | L'Entrepreneur de soumettre, pour examen, les procédures détaillées et des dessins pour la plate-forme de travail temporaire. |
| | .5 | Soumission à être estampillé par un ingénieur autorisé à pratiquer dans la province du Nouveau Brunswick, Canada. |
| 1.5 | | |
| Utilisation des lieux et des installations | .1 | Avis est donné à l'Entrepreneur que les travaux de construction, y compris l'entreposage des matériaux, visés par le présent contrat ne doivent pas nuire aux activités de pêche ni à celles sur le quai. Planifier et exécuter les travaux de façon à déranger le moins possible. Consulter l'administration portuaire et se conformer à ses directives. Le représentant de l'administration et : Paul-Aimé Mallet (tél. bureau) 506-8611 et cellulaire 506-336-5142. |
| | .2 | Il incombe à l'Entrepreneur seul de voir à l'entreposage des matériaux sur le chantier ou hors de celui-ci. A la demande de l'Ingénieur, tout matériau entreposé au chantier qui nuit à toute activité quotidienne, sur le chantier après de celui-ci, sera déplacé sur-le-champs aux frais de l'Entrepreneur. |
| | .3 | Prendre soin de ne pas obstruer ou endommager les propriétés publiques ou privées dans le secteur. |
| 1.6 | | |
| Disposition des ouvrages | .1 | Assumer l'entière responsabilité de la disposition complète des ouvrages selon les emplacements, lignes et niveaux indiqués et de leur exécution. |
| | .2 | Fournir les dispositifs nécessaires pour disposer et construire les travaux. |
| | .3 | Fournir ces dispositifs comme des règles de vérification et des gabarits pour faciliter le travail d'inspection du représentant du ministère. |
| | .4 | Fournir des piquets et d'autres marqueurs d'arpentage requis pour organiser les travaux. |

- | | | |
|---------------------------------|-----|--|
| | .5 | L'identification des travaux, la mobilisation, la démobilisation et les autres coûts reliés aux travaux, mais qui ne sont pas inclus dans la soumission, seront considérés accessoires au montant forfaitaire soumis pour les travaux préparatoires et démolition à la section 02 41 13. |
| 1.7 Ingénieur
contractuel | .1 | Sauf indication contraire, le terme Ingénieur, lorsqu'il est utilisé dans les devis et sur les schémas désigne le représentant du ministère tel que défini dans les Conditions générales du contrat. |
| 1.8 Procédures
de mesure | .1 | Informar le représentant du ministère suffisamment à l'avance des travaux pour permettre d'effectuer le mesurage requis aux fins de paiement. |
| | .2 | Les articles de paiement aux termes du présent contrat sont les suivants: |
| | .1 | Construction/Démolition/Mob/Démob : Section 02 41 13 - Travaux Préparatoires et Démolition. |
| | .2 | Élimination du bois traité : Section 02 41 13 - Travaux Préparatoires et Démolition. |
| | .3 | Enlèvement de dalle en béton : Section 02 41 13 - Travaux Préparatoires et Démolition. |
| | .4 | Bloc d'ancrage en béton : Section 03 30 00 - Béton coulé en place. |
| | .5 | Poutre en béton : Section 03 30 00 - Béton coulé en place. |
| | .6 | Mur de béton coulé en place : Section 03 30 00 - Béton coulé en place. |
| | .7 | Fondation pour feu de navigation : Section 03 30 00 - Béton coulé en place. |
| | .8 | Panneaux de mur préfabriqués de Type 'A', 'C', 'E' et 'F'. |
| | .9 | Panneaux de mur préfabriqués de Type 'B' et 'D' (panneaux à échelle) : Section 03 30 00 - Béton coulé en place. |
| | .10 | Tirants : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques. |
| | .11 | Crampons : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques. |
| | .12 | Barre de prise : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques. |
| | .13 | Supports à panneaux préfabriqués : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques. |

-
- .14 Supports d'assemblage pour pieux en H : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .15 Acier divers : Section 05 50 00 – Ouvrages Métalliques.
 - .16 Garde-roue en bois : Section 06 30 00 – Bois dimensionné traité.
 - .17 Bois dimensionné traité : Section 06 30 00 – Bois dimensionné traité.
 - .18 Système de protection cathodique : Section 26 42 00 – Système de protection cathodique.
 - .19 Tissu Filtrant : Section 31 32 21 – Géotextiles.
 - .20 Pieux en acier à section en H : Section Section 31 62 16 – Pieux en acier à section en H.
 - .21 Couche de fondation granulaire : Section 32 11 16 – Couche de fondation granulaire.
 - .22 Couche de base granulaire: Section 32 11 23 – Couche de Base Granulaire.
 - .23 Tuyaux pour ponceau en béton : Section 33 42 13 Tuyaux pour ponceau.
 - .24 Pierre de protection contre l'affouillement : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .25 Roche de noyau : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .26 Pierre filtre: Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .27 Pierre (enrochement de protection): Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .28 Roches prélevées au hazard (R5): Section 35 31 24 – Pierre de protection.
 - .29 Massif drainant : Section 35 31 24 – Pierre de protection.
- .3 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour le coût de déneigement et de déglacage au chantier, des routes d'accès et des lieux d'entreposage; il n'y aura non plus aucun paiement supplémentaire pour tout retard causé par le mouvement des glaces et des tempêtes d'hiver ou en raison d'un conflit avec les activités du port.
- .4 Payer les taxes applicable : fédéral, provincial et municipal.
- 1.9 Documents
requis
- .1 Conserver sur le chantier un (1) exemplaire de chacun des documents suivants:
 - .1 les dessins contractuels;
 - .2 le devis;

- .3 les addenda;
- .4 les dessins d'atelier vérifiés;
- .5 les ordres de modification;
- .6 les autres modifications apportées au contrat;
- .7 les rapports des essais effectués surplace;
- .8 un exemplaire calendrier des travaux approuvé;
- .9 un exemplaire du plan de sécurité et documents connexe;
- .10 un exemplaire de la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick.
- .11 exigences de sécurités en cas d'incendie et permis de travail à chaud;
- .12 Permis, codes et lois;
- .13 Gestion des déchets;
- .14 Autres documents du contrat, schémas et les présents devis.

1.10 Permis

- .1 Conformément aux conditions générales, obtenir les permis de construction, les certificats, les licences et les autres permis requis par les autorités municipales, provinciales et fédérales et payer pour ces documents.
- .2 Fournir les avis appropriés relatifs au projet aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
- .3 Obtenir les certificats de conformité prescrits dans les dispositions législatives et réglementaires des autorités municipales, provinciales et fédérales qui s'appliquent à l'exécution des travaux.
- .4 Soumettre au représentant du ministère une copie des formulaires de demande et des documents d'approbation reçus des autorités susmentionnées.

1.11 Codes et normes

- .1 Effectuer les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada et tous les autres codes s'appliquant au niveau provincial ou local, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date limite des soumissions et, en cas de conflit ou d'irrégularité, l'exigence la plus stricte s'appliquera.
- .2 Les matériaux et la main-d'œuvre doivent atteindre ou dépasser les exigences des normes précisées, des codes et des documents de référence.

-
- | | | |
|--|----|--|
| 1.12 <u>Abréviations</u> | .1 | Les abréviations suivantes d'organismes de réglementation ont été utilisées dans le présent devis et sur les dessins:

ONGC - Office des normes générales du Canada.
ACN - Association canadienne de normalisation.
NLGA - Commission nationale de classification des sciages.
ASTM - American Society for Testing and Materials.
CNB - Code national du bâtiment du Canada.
ACI - American Concrete Institute.
PCC – Profilé de charpente creux |
| 1.13 <u>Interprétation
des documents</u> | .1 | En plus de l'article sur l'ordre de précedence des Conditions générales, les Sections de la Division 01 ont préséances sur les sections des divisions techniques des présents devis. |
| 1.14 <u>Services
existants</u> | .1 | Avant d'entreprendre les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue de tous les services publics présents dans le secteur des travaux et en aviser le représentant du ministère. |
| | .2 | Savoir que les installations du port doivent être maintenues en service pendant toute la durée des travaux du présent contrat. Les services aux secteurs utilisés par le public, les pêcheurs et les usagers du port doivent être maintenus en tout temps selon les instructions. |
| 1.15 <u>Zéro des
cartes</u> | .1 | Les élévations spécifiées dans le présent devis ou indiquées sur les dessins contractuels transmis au moment de la commande de travaux sont données en mètres par rapport au zéro des cartes ou niveau de basse mer, lequel correspond à une élévation de 0,0 mètre. |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|-----------------------------------|----|--|
| <u>1.1 Soumissions</u> | .1 | Après d'adjudication du contrat et avant le début des travaux, soumettre au représentant du ministère les documents suivants à la gestion des travaux: <ul style="list-style-type: none">.1 Calendrier des travaux tel que spécifié aux présentes..2 Soumettre le calendrier de soumission des dessins d'atelier conformément avec la section 01 33 00 - Procédures de soumission..3 Plan de Santé et Sécurité tel que spécifié dans la section 01 35 29. |
| <u>1.2 Calendrier des travaux</u> | .1 | L'entrepreneur est informé que les installations seront utilisées par les pêcheurs et les acheteurs de poisson pendant la saison de pêche débutent mi-avril jusqu'au la fin de l'automne. La pêche au homard sera en vigueur mai jusqu'au fin juin et pour cette raison la structure 405 doit être accessible mi-avril jusqu'au fin de juin. |
| | .2 | L'Entrepreneur doit coordonner ces travaux en fonction des directives des autorités portuaires. |
| | .3 | Sur acceptation de la soumission, soumettre : <ul style="list-style-type: none">.1 Un calendrier détaillé des travaux dans les sept (7) jours civils suivant l'attribution du contrat..2 Le calendrier doit indiquer toutes les dates entre le commencement et l'achèvement de tous les travaux dans le délai stipulé dans la soumission acceptée..3 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour montrer clairement le plan de mise en œuvre au complet, dans lequel doit être démontrée la coordination efficace des tâches et des ressources, pour achever l'exécution des travaux selon le délai prescrit et pour permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux en fonction des jalons établis. |
| | .4 | Le calendrier des travaux doit comprendre au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">.1 Diagrammes à barre (GNATT), indiquant toutes les activités, tâches et autres éléments du projet associés aux travaux, leur durée prévue et les dates projetées pour accomplir les activités clés et les |

principaux jalons du projet.

- .5 Le calendrier des travaux doit tenir compte des phases des travaux et les refléter ainsi que les restrictions opérationnelles selon les indications des dessins.
- .6 Déterminer l'ordonnancement des travaux de concert avec le représentant du ministère. Intégrer au calendrier des travaux les articles identifiés par le représentant du ministère lors l'examen.
- .7 Le calendrier des travaux définitifs doit être approuvé par le représentant du ministère. Une fois approuvé, prendre les mesures nécessaires pour achever les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans l'approbation du représentant du ministère.
- .8 S'assurer que tous les corps d'état du second-œuvre et tous sous-traitants ont été informés des restrictions relatives aux travaux et des restrictions opérationnelles prescrites.
- .9 Mises à jour du calendrier des travaux:
 - .1 Sur demande du représentant du ministère, soumettre le calendrier mis à jour.
 - .2 fournir les renseignements et les détails pertinent expliquant les raisons des modifications à apporter au plan de mise en œuvre.
 - .3 Identifier les secteurs problématiques, les délais prévus, l'impact sur le calendrier des travaux et les mesures correctrices proposées à prendre.
- .10 Le représentant du ministère fera des analyses provisoires et évaluera l'avancement des travaux en fonction du calendrier approuvé. La fréquence de ces analyses sera déterminée par le représentant du ministère. Traiter les problèmes et prendre les mesures correctrices pour les articles identifiés dans le cadre des analyses, selon les directives du représentant du ministère. Mettre le calendrier des travaux à jour en conséquence.
- .11 Dans chaque cas, un changement ou une modification du calendrier des travaux, aussi minimes puissent être le risqué ou les répercussions sur la sécurité ou les inconvénients

pour le public, doit faire l'objet d'une analyse et d'une approbation préalables du représentant du ministère.

1.3 Restrictions
opérationnelles

- .1 L'Entrepreneur doit reconnaître que les utilisateurs et les activités du port seront touchés par la mise en oeuvre du présent contrat. Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit accorder une attention particulière à la sécurité et à la convenance de tous les utilisateurs du quai. Toutes les activités de construction doivent être planifiées et prévus en gardant cela à l'esprit.
- .2 L'Entrepreneur ne sera pas autorisé à déranger toute partie du port qui n'aura pas été dotée d'installations temporaires permettant de traverser les secteurs dérangés ou autres, directement et en toute sécurité.

1.4 Réunions

- .1 Il incombe à l'Ingénieur d'organiser toutes les réunions.
- .2 Il incombe à l'Ingénieur de rédiger tous les procès-verbaux et d'en faire parvenir une copie à toutes les parties présentes aux réunions.
- .3 Toutes les réunions doivent se tenir au chantier, sauf directive contraire de l'Ingénieur.
- .4 Le surintendant de l'Entrepreneur doit assister à toutes les réunions.

1.5 Coordination
des Travaux

- .1 L'Entrepreneur général doit assumer la responsabilité de la coordination des travaux des divers corps de métier et déterminer d'avance où les travaux de ces corps de métier sont inter reliés.
 - .1 Il doit désigner une personne parmi ses employés ayant la responsabilité globale d'analyser les documents contractuels et les dessins d'atelier ainsi que de planifier et de gérer cette coordination.
- .2 Coopération dans l'exécution des travaux :
 - .1 S'assurer de la coopération entre les corps de métier de façon à faciliter l'avancement général des travaux et éviter des situations où les corps de métiers se gêneraient mutuellement.
 - .2 S'assurer que chaque corps de métier offre aux autres corps l'achèvement des travaux et de manière à éviter

des retards inutiles, ou d'avoir besoins de défaire et de refaire des travaux achevés.

- .3 Aucun coût supplémentaire au contrat ne sera accepté par le représentant du ministère parce que l'Entrepreneur n'aura pas coordonné efficacement toutes les parties des travaux. Les litiges entre les divers corps de métier découlant du manqué d'information des travaux et de l'ampleur de ceux-ci, restera l'entière responsabilité de l'Entrepreneur général et il devra les solutionner à ses propres frais.

1.6 Autres contrats

- .1 D'autres contrats peuvent être passés pendant la période où le présent contrat est en cours.
- .2 Coopérer avec les autres entrepreneurs dans l'exécution de leurs travaux respectifs et se conformer à toutes les directives du représentant du ministère à cet effet.
- .3 Se raccorder comme il se doit aux ouvrages des autres entrepreneurs et coordonner les travaux avec les leurs.

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Administrative

- .1 Dans un délai raisonnable et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis à l'approbation du Représentant du Ministère. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée. Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
- .2 Les travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons ne doivent pas être entrepris avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
- .3 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques.
- .4 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques ou encore que les caractéristiques ne sont pas données en unités SI, des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .5 Examiner, estamper, signer et dater les documents et les échantillons avant de les remettre au représentant du ministériel. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .6 Aviser par écrit le Représentant du Ministère, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels. Identifier les dérogations de

produits et leurs composantes par rapport aux spécifications des documents contractuels qui pourraient être préjudiciables au succès de la performance des travaux accomplis.

- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 L'Entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des erreurs et des omissions dans les documents soumis, même si le Représentant du Ministère a vérifié ces documents.
- .9 L'Entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des dérogations aux exigences contractuelles, même si le Représentant du Ministère a vérifié les documents ou les échantillons soumis, exception faite du cas où ce dernier accepte par écrit une dérogation donnée.
- .10 Effectuer tous les changements que le Représentant du Ministère juge appropriés par rapport aux documents contractuels, et soumettre de nouveau les documents ou les échantillons selon les directives du Représentant du Ministère.
- .11 Au moment d'une nouvelle soumission de documents ou d'échantillons, avisé le Représentant du Ministère par écrit des changements effectués autres que ceux exigés par ce dernier.
- .12 Conserver une copie revue de chaque document sur le chantier.

1.2 Dessins D'atelier
et fiches
techniques

- .1 L'expression "dessins d'atelier" désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Coordonner la soumission des documents ou des échantillons requis avec les exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents ou les échantillons soumis individuellement ne seront pas vérifiés tant que tous les renseignements connexes ne seront pas disponibles.

- .3 Utiliser le registre de soumission et le formulaire de transmission. Le format exact des documents de soumission devra être approuvé par le Représentant du Ministère et accepté par l'Entrepreneur.
- .4 Identifier les divers intervenants possibles du projet, soit l'Entrepreneur, les sous-traitants ou fournisseurs ainsi que toutes les sections du devis, dessins d'atelier et détails s'y rattachant.
- .5 Laisser un espace aux documents pour apposer l'étampe "Vérification de document" de l'Entrepreneur et du Représentant du Ministère.
- .6 Allouer un minimum de dix (10) jours ouvrables pour permettre au Représentant du Ministère de vérifier les documents ou les échantillons soumis.
- .7 La lettre d'envoi, fournie en deux (2) exemplaires, doit contenir les renseignements suivants :
 - .1 la date
 - .2 la désignation et le numéro du projet
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur
 - .4 le nom et le nombre des dessins d'atelier, des descriptions de produits et des échantillons soumis
 - .5 tout autre renseignement utile
- .8 Les documents ou les échantillons soumis doivent également comporter les renseignements suivants :
 - .1 les dates de préparation et de révision
 - .2 la désignation et le numéro du projet
 - .3 le nom et l'adresse :
 - .1 le sous-traitant
 - .2 le fournisseur
 - .3 le fabricant
- .9 L'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels.

-
- | | | |
|----------------------------------|-----|--|
| | .10 | Une fois que le Représentant du Ministère a vérifié les documents soumis, distribuer les copies. Informer toutes les parties d'aviser rapidement de toute incapacité à respecter les exigences requises. |
| | .11 | Les documents soumis non-demandés ne seront ni reconnus ni vérifiés. |
| | .12 | Faire les renvois nécessaires aux parties appropriées des documents contractuels. |
| 1.3 | | |
| <u>Échantillons de produits</u> | .1 | Soumettre deux (2) échantillons de produits aux fins d'examen, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue . |
| | .2 | Expédier les échantillons port payé au bureau d'affaires du Représentant du Ministère. |
| | .3 | Aviser le Représentant du Ministère par écrit, au moment de la présentation des échantillons de produits, des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences des documents contractuels. |
| | .4 | Les modifications apportées aux échantillons par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux. |
| | .5 | Apporter aux échantillons les modifications qui peuvent être demandées par le Représentant du Ministère tout en respectant les exigences des documents contractuels. |
| | .6 | Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées. |
| 1.4 | | |
| <u>Échantillons de l'ouvrage</u> | .1 | Se référer à la section 35 31 24 – Production et placement de la pierre, pour les exigences spécifiques des échantillons de pierre. |

- | | | |
|--|----|--|
| 1.5 <u>Photographies
de carrière</u> | .1 | Soumettre les photographies montrant l'avancement des travaux conformément au paragraphe 1.4 de la présente section. |
| | .2 | L'Entrepreneur devra prendre des photographies durant la production montrant l'évolution des travaux. |
| | .3 | Le Représentant du Ministère recevra un jeu de toutes les photographies prises. L'Entrepreneur devra recevoir du photographe un avis écrit stipulant que le Représentant du Ministère peut utiliser toutes les photographies sans aucune restriction pour des fins ultérieures. Une copie de cet avis écrit devra être envoyée au Représentant du Ministère. |
| | .4 | Les photographies de la carrière et du site des travaux montrant les activités principales de production et de mise en pile devront être prises au moins une fois par semaine. Les dates de prises des photographies devront être apparentes sur la face des photographies. |
| 1.6 <u>Certificats et
procès-verbaux</u> | .1 | Soumettre les documents exigés par la commission de la santé et de la sécurité au travail pertinente immédiatement après l'attribution du contrat. |
| | .2 | L'Entrepreneur devra : |
| | .1 | Soumettre les certificats du fabricant au Représentant du Ministère, lorsque spécifié aux sections du devis, en quantités requises. |
| | .2 | Indiquer que le matériau ou le produit respecte ou dépasse les exigences demandées. Soumettre les fiches techniques de référence du produit, les "affidavits" et les certificats appropriés attestant la conformité du produit. |
| | .3 | Les certificats ou les essais de produits récents ou passés pourront être soumis, mais devront être approuvés par le Représentant du Ministère. |
| | .3 | Soumettre les copies des polices d'assurance immédiatement après l'attribution du contrat. |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1	<u>Section Comprenne</u>	.1	Exigences de sécurité en cas d'incendie.
		.2	Permis de travail à chaud.
1.2	<u>Travaux Connexes</u>	.1	Section 01 35 29 : Santé et sécurité.
1.3	<u>Références</u>	.1	Les normes de protection incendie suivantes établis par les Services de protection contre les incendies de Ressources humaines et Développement des compétences Canada : <ul style="list-style-type: none">.1 Normes du Commissaires des incendies du Canada (CI) n° 301, Norme pour travaux de construction, juin 1982..2 Norme du (CI) n° 302, Norme pour soudage et découpage, juin 1982..3 Les normes du CI peuvent être consultées au bureau régional des Services de protection contre les incendies (anciennement connu sous le nom du Commissariat des incendies du Canada), situé au 99 chemin Wyse, 8^e étage, Dartmouth (N.-É.), tél. : 902-426-6053.
1.4	<u>Définitions</u>	.1	L'expression « travail à chaud désigne : <ul style="list-style-type: none">.1 les travaux de soudage;.2 la découpe de matériaux ou de matériels au moyen d'un chalumeau ou de tout autre dispositif comportant une flamme nue;.3 Le meulage avec de matériaux à l'aide d'un équipement qui produit des étincelles;.4 l'utilisation de chalumeaux à flamme nue.
1.5	<u>Documents à Soumettre</u>	.1	Soumettre à l'Ingénieur, aux fins d'examen un exemplaire des procédures de travail à chaud et un exemplaire du permis de travail à chaud, au plus tard quatorze (14) jours civils après l'attribution du contrat.
1.6	<u>Exigences de sécurité incendie</u>	.1	Mettre en œuvre les mesures de sécurité incendie ci-après et s'assurer qu'elles sont observées durant les travaux. Se conformer aux mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">.1 Code national de prévention des incendies..2 Norme du commissaire des incendies du Canada (CI) n° 301 et n° 302.

- .3 Lois et règlements fédéraux et provinciaux sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 En cas de divergence entre les dispositions des autorités susmentionnées, la disposition la plus stricte s'appliquera. En cas de mésentente sur la détermination de cette dernière, le représentant du ministère tranchera.
- 1.7 Autorisation de travail à chaud
 - .1 Obtenir l'autorisation écrite du représentant du ministère avant de commencer un travail à chaud sur le chantier dans le cadre du présent contrat.
 - .2 Pour demander une autorisation de travail à chaud, soumettre les documents/éléments suivants à l'Ingénieur :
 - .1 les procédures de travail à chaud dactylographiées, qui doivent être respectées sur le chantier, énoncées ci-après;
 - .2 le type de travail à exécuter et la fréquence des interventions de ce genre;
 - .3 un exemplaire du permis de travaux à chaud à utiliser.
 - .3 Une fois qu'on lui aura confirmé que des mesures de sécurité efficaces seront mises en place pour le travail à chaud. L'Ingénieur accordera l'autorisation de commencer le travail.
 - .1 Le représentant du ministère ne délivrera qu'une seule autorisation écrite pour toute la durée des travaux.
 - .2 Au préalable, le représentant du ministère pourra designer certaines portions des travaux comme « entités distinctes », lesquelles nécessiteront une autorisation distincte.
 - .4 Les exigences pour les autorisations distinctes seront fondées sur les éléments suivants :
 - .1 la nature ou le lot des travaux;
 - .2 le risque pour l'exploitation de l'installation;
 - .3 le nombre des divers corps de métier qui doivent effectuer des travaux à chaud dans le cadre du projet;
 - .4 toute autre situation jugée nécessaire par le représentant du ministère pour assurer la sécurité incendie sur les lieux.

1.8 Procédures de
travail à chaud

- .5 Il est interdit de commencer un travail à chaud avant d'avoir d'en avoir reçu l'autorisation écrite du représentant du ministère.
- .1 Élaborer des procédures de travail à chaud, lesquelles devront être observées lorsque de tels travaux sont requis dans le cadre du présent contrat.
- .2 Les procédures de travail à chaud doivent comprendre ce qui suit :
 - .1 Une obligation d'évaluation des risques du chantier ou du voisinage immédiate du lieu de travail, conformément aux exigences de l'évaluation des dangers au Plan de sécurité de la section 01 35 29. Faire une évaluation des risques pour chaque travail à chaud.
 - .2 Utilisation d'un permis de travail à chaud avec un permis écrit individuellement délivré par le surintendant de l'Entrepreneur à un travailleur ou à un sous-traitant particulier autorisant l'exécution d'un travail à chaud.
 - .3 Un permis est nécessaire pour chaque activité à chaud.
 - .4 La désignation d'un gardien de sécurité incendie pour veiller sur place à la sécurité d'activité, pendant au moins 60 minutes, immédiatement après du travail à chaud est terminé.
 - .5 La conformité aux normes et aux codes de sécurité incendie et à la réglementation en matière de santé et sécurité au travail qui sont prescrits dans le présent devis.
- .3 Si on utilise des procédures générales de travail à chaud, celles-ci doivent être modifiées, augmentées des informations pertinentes et adaptées afin de tenir compte des conditions particulières au chantier. Ces procédures devront être désignées procédures de travail à chaud applicables au présent contrat.

- .4 Les procédures de travail à chaud doivent énoncer clairement les responsabilités :
 - .1 des travailleurs,
 - .2 de la personne autorisée à délivrer un permis de travail à chaud,
 - .3 du gardien de sécurité incendie,
 - .4 des sous-traitants et de l'Entrepreneur.
- .5 Breffer tous les travailleurs et les sous-traitants du système de procédures et de permis de travail à chaud. Faire observer rigoureusement ces procédures.
- .6 Le non-respect des procédures de travail à chaud établies peut entraîner l'émission d'un avis de non-conformité, lequel avis peut être accompagné des mesures disciplinaires mentionnées à la section 01 35 29.

1.9 Permis de
travail à chaud

- .1 Le permis de travail à chaud doit contenir les informations suivantes :
 - .1 le nom et numéro du projet ;
 - .2 le secteur où le travail à chaud sera effectué ;
 - .3 la date à laquelle le permis a été délivré;
 - .4 une description des travaux à effectuer ;
 - .5 les précautions particulières à prendre, y compris le type d'extincteur d'incendie à garder sur place ;
 - .6 le nom et la signature de la personne autorisées à délivrer le permis ;
 - .7 le nom des travailleurs visés par le permis ;
 - .8 la durée de validité du permis au plus 8 heures, avec indication de la date et de l'heure du début et de la fin de la validité ;
 - .9 la signature du travailleur avec la date et l'heure de la fin du travail à chaud.
 - .10 la période précise durant laquelle un gardien de sécurité incendie devra être poste ;
 - .11 le nom et la signature du gardien de sécurité incendie, avec la date et l'heure.
- .2 Le permis doit être un formulaire dactylographié. On pourra utiliser des formulaires standards employés dans l'industrie, pourvu que toutes les rubriques ci-dessus y figurent.

- | | | |
|---|----|--|
| | .3 | Chaque permis de travail à chaud doit être rempli complètement et signé, puis remis au surintendant l'Entrepreneur, qui le gardera en lieu sûr sur le chantier. |
| 1.10 Documents à
Conserver sur
<u>le Chantier</u> | .1 | Conserver sur le chantier tous les permis de travail à chaud délivrés ainsi que les documents relatifs à l'évaluation des risques pour la durée des travaux. |
| | .2 | Sur demande, mettre les permis de travail à chaud ainsi que les évaluations des risques à la disposition du représentant du ministère ou du représentant de sécurité autorisé pour qu'ils puissent les examiner. |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Définitions

- .1 RCSST: Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, établi en vertu de la Partie II du Code canadien du travail.
- .2 Personne compétente: s'entend de toute personne qui présente les qualités suivantes.
 - .1 Elle est qualifiée en matière de connaissances personnelles, de formation et d'expérience pour exécuter les travaux assignés de façon à assurer la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail.
 - .2 Elle connaît les dispositions des statuts et règlements en matière de santé et sécurité qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Elle est au courant des dangers éventuels ou réels que pose le travail pour la santé et la sécurité.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure ayant nécessité un traitement médical et dont le coût est payé par la commission des accidents du travail de la province où est survenue la blessure.
- .4 ÉPI : équipement de protection individuel.
- .5 Chantier : aux endroits où ce terme apparaît dans la présente section, il signifie les zones, situées sur les lieux où les travaux sont exécutés, utilisées par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités liées aux travaux.

1.2 Documents/ échantillons à Soumettre

- .1 Produire les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au chantier avant de commencer les travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les cinq 5 jours ouvrables suivant l'avis d'acceptation de la soumission. Fournir deux exemplaires.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité et le commentera.

- .3 Réviser le plan au besoin et le soumettre à nouveau dans les cinq jours ouvrables suivant la réception des commentaires.
- .4 L'examen du plan par le Représentant du Ministère et ses commentaires à ce sujet ne doivent pas être interprétés comme une acceptation, une approbation ou une garantie implicite d'aucune sorte par le Canada, et ne réduisent pas la responsabilité générale de l'Entrepreneur quant à la santé et la sécurité sur le chantier.
- .5 Soumettre les révisions et mises à jour apportées au plan pendant les travaux.
- .3 Fournir le nom du représentant en santé et sécurité désigné du chantier, ainsi que les documents justificatifs prescrits dans le plan de sécurité.
- .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis obtenus.
- .5 Remettre une copie de la lettre en bonne et due forme de la commission des accidents du travail ou du ministère du travail de la province.
- .1 Remettre une mise à jour de la lettre en bonne et due forme lorsqu'une date d'expiration arrive pendant les travaux.
- 6. Remettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs en santé et sécurité des gouvernements fédéral, provincial et territorial.
- .7 Remettre des exemplaires des rapports d'incidents.
- .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

1.3 Exigences de
Conformité

- .1 Respecter la loi sur la santé et la sécurité au travail de Nouveau Brunswick, et les règlements établis en application de la loi.
- .2 Respecter la Partie II du Code canadien du travail (qui porte le titre Santé et sécurité au travail), le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) et tout autre règlement pris en vertu de la loi.
 - .1 On peut consulter le Code canadien du travail à l'adresse <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/>.
 - .2 On peut consulter le RCSST à l'adresse <http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/>.
 - .3 On peut obtenir un exemplaire à l'adresse suivante : Éditions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0S9. Tél. : 819-956-4800 (1-800-635-7943). Publication n° L31-85/2000 E ou F.
- .3 Observer les mesures de sécurité en construction indiquées dans les documents suivants.
 - .1 La partie 8 du Code national du bâtiment du Canada.
 - .2 Les règlements et ordonnances municipaux.
- .4 En cas de divergence ou de contradiction entre les exigences prescrites ci-dessus, les plus strictes prévaudront.
- .5 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents du travail en règle pour toute la durée du contrat. Fournir une preuve de la cote de fiabilité au moyen de la lettre en bonne et due forme.
- .6 Surveillance médicale : Lorsque les lois ou règlements le prescrivent, obtenir et tenir la documentation sur la surveillance médicale des travailleurs.

1.4 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.

-
- | | | | |
|-----|--|----|---|
| | | .2 | Respecter et faire respecter, par tous les travailleurs, sous-traitants et autres personnes ayant accès au chantier, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, dans les ordonnances et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité propre au chantier. |
| 1.5 | <u>Contrôle de
L'accès au
chantier</u> | .1 | Contrôle les travaux et les points d'accès au chantier. Ne laisser entrer que les travailleurs et les personnes autorisées. Intercepter et renvoyer immédiatement les personnes non autorisées. |
| | | .1 | Le Représentant du Ministère fournira les noms des personnes à qui il a accordé l'accès au chantier. Il s'assurera en outre que ces personnes possèdent les connaissances et la formation requises en santé et sécurité nécessaires pour accéder au chantier. Toutefois, l'Entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées qui se trouvent sur le chantier. |
| | | .2 | À l'aide de moyens appropriés, délimiter le chantier et l'isoler des autres aires de la propriété. |
| | | .1 | Selon les besoins, ériger des clôtures, des palissades, des barricades et des dispositifs d'éclairage pour délimiter clairement le chantier, empêcher l'accès non autorisé, protéger les piétons et les véhicules sur le chantier et autour, et assurer un environnement sans danger. |
| | | .2 | Placer des écriteaux, aux points d'entrée et autres points stratégiques, qui indiquent un accès restreint et les conditions d'accès. |
| | | .3 | Utiliser des écriteaux de fabrication professionnelle avec affichage dans les deux langues officielles ou symboles internationaux. |
| | | .3 | Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé. Informer ces personnes des dangers et des règles de sécurité devant être respectées sur le chantier. |
| | | .4 | S'assurer que les personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé portent l'ÉPI adéquat. Fournir un tel équipement |

aux autorités responsables de l'inspection qui exigent l'accès pour effectuer des essais ou des inspections.

- .5 Bloquer l'accès au chantier en dehors des heures de travail ou lorsqu'il est inoccupé, et de façon à protéger les personnes contre les blessures

1.6 Protection

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité des personnes et à la protection de l'environnement la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .2 Si une situation ou un risque particulier ou imprévu lié à la sécurité survient durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir des dommages ou blessures. En informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.7 Production l'avis de projet

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales en matière de santé et sécurité pertinentes.
 - .1 Au besoin, le Représentant du Ministère aidera à localiser l'adresse.

1.8 Permis

- .1 Sur le chantier, afficher les permis, les licences et les certificats de conformité
- .2 Lorsqu'on ne peut obtenir un certificat de conformité ou un permis particulier, en informer le Représentant du Ministère par écrit et ne pas entreprendre la partie applicable des travaux avant d'avoir obtenu l'approbation.

1.9 Évaluation des risques

- .1 Évaluer les risques en matière de santé et sécurité liés au chantier et à l'emplacement.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant le début des travaux et, au besoin, d'autres évaluations au cours de ces travaux, y compris à l'arrivée de nouveaux corps de métiers et sous-traitants au chantier.
- .3 Consigner les résultats et adapter le programme de santé et sécurité en conséquence.
- .4 Conserver la documentation sur place pour toute la durée des travaux.

- | | | | |
|------|--|----|---|
| 1.10 | <u>Conditions
propres au
projet/chantier</u> | .1 | <p>Voici les risques potentiels en matière de santé, d'environnement et de sécurité auxquels les travailleurs peuvent être exposés à l'emplacement.</p> <ul style="list-style-type: none">.1 Produits dangereux et contrôlés existants, entreposés sur place.<ul style="list-style-type: none">.1 Réservoir de pétrole..2 Réservoir de l'huile usée..2 Substances dangereuses ou matières contaminées des bâtiments existantes.<ul style="list-style-type: none">.1 Bois traité créosote et ACC dans la construction de la garde-roue..3 Conditions latentes et environnementales connues du chantier:<ul style="list-style-type: none">.1 Condition structural du quai.<ul style="list-style-type: none">.1 La condition structural du mur de direction n'est pas considérée comme structurellement adéquate pour soutenir des charges..2 Environnement maritime.<ul style="list-style-type: none">.1 Travail dessus et dans l'eau..2 Courant d'eau fort dans le chenal..3 Site exposé aux vagues..4 Site exposé à des tempêtes maritime..3 Météo saisonnier.<ul style="list-style-type: none">L'hiver.<ul style="list-style-type: none">.1 Temps froid, pluie se congelant et la neige..2 Surface de travail et matériel de construction couvert en glace..3 Glace dans le havre..4 Hypothermie..3 Clous, crampons, boulons, écrous et autres éléments métalliques rouillés..4 Activités à jour au quai :<ul style="list-style-type: none">.1 Navires..2 Chargement et déchargement au quai..3 Pêcheuses à la préparation pour la pêche..4 Circulation sur le quai. |
|------|--|----|---|

-
- .5 Condition structural du tablier en béton et la palplanche en acier.
 - .1 Le tablier en béton et la palplanche en acier sont détériorés.
 - .2 La circulation est interdite sur le tablier en béton. Il y a des vides dessous le tablier en béton.
 - .3 L'équipement de construction est limité au milieu du quai. Il y a des trous dans la palplanche en acier et la palplanche en acier est faible.
 - .2 La liste ci-dessus n'est pas exhaustive; elle ne comprend pas tous les risques potentiels pour la santé et la sécurité auxquels l'Entrepreneur sera confronté durant l'exécution de ces travaux.
 - .3 Inclure les éléments susmentionnés dans l'évaluation des risques liés aux travaux.
 - .4 On peut obtenir, auprès du Représentant du Ministère, les FS des produits dangereux et contrôlés pertinents et entreposés à l'emplacement.
- 1.11 Réunions
- .1 Assister à la réunion de santé et de sécurité préalable aux travaux, convoquée et tenue sous la présidence du Représentant du Ministère avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'emplacement déterminés par le Représentant du Ministère. S'assurer de la présence des intervenants suivants.
 - .1 Le Contremaître.
 - .2 Le représentant en santé et sécurité désigné du chantier.
 - .3 Les sous-traitants.
 - .2 Pendant les travaux, tenir des réunions sur l'outillage et la sécurité à intervalles réguliers, conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.
 - .3 Garder les documents sur place.
- 1.12 Plan de santé et de sécurité
- .1 Avant de commencer les travaux, rédiger un plan de santé et de sécurité propre aux travaux. Mettre en œuvre, tenir à jour et améliorer le plan pendant toute la durée des

travaux et jusqu'à l'achèvement des derniers travaux sur le chantier.

- .2 Le plan de santé et de sécurité doit comprendre les éléments suivants.
 - .1 La liste des dangers et des risques pour la santé et la sécurité relevés dans le processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour atténuer les dangers et risques relevés.
 - .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .4 Le plan de communication sur les lieux, indiqué ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant en santé et sécurité du chantier désigné par l'Entrepreneur, l'information qui atteste sa compétence et son rapport hiérarchique au sein de l'entreprise de l'Entrepreneur.
 - .6 Les noms, les compétences et le rapport hiérarchique du reste du personnel de surveillance présent sur le chantier à des fins de santé et de sécurité au travail.
- .3 Le plan d'intervention en cas d'urgence sur les lieux doit comprendre ce qui suit.
 - .1 Les procédures d'exploitation, les mesures d'évacuation et le processus de communication en cas d'urgence doivent être mis en œuvre.
 - 2 Le plan d'évacuation : plans de l'emplacement et des étages montrant les voies d'évacuation et les zones de rassemblement. Détails sur les méthodes de signalement d'alarme, les exercices d'incendie et l'emplacement du matériel de lutte contre l'incendie, et autres données connexes.
 - .3 Le nom, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agent(s) de secours et adjoints.
 - .4 Les personnes-ressources avec qui communiquer en cas d'urgence : noms et numéros de téléphone des représentants des intervenants suivants.
 - .1 L'Entrepreneur général et les sous-traitants.
 - .2 Les ministères et autorités compétentes fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.

.3 Les ressources d'intervention locales.

- .5 Harmoniser le plan avec celui d'intervention en cas d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le Représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris les noms des personnes-ressources de TPSGC et du service de gestion de l'installation.

.4 Le plan de communication sur les lieux doit comprendre ce qui suit.

- .1 La marche à suivre pour transmettre l'information sur la sécurité au travail, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation, aux travailleurs et aux sous-traitants.
- .2 La liste des activités critiques, à communiquer au Gestionnaire de l'installation, qui risquent de causer préjudice à la santé et à la sécurité des usagers de l'installation.

.5 Veiller à toutes les activités liées aux travaux, y compris celles des sous-traitants.

.6 Examiner le plan de santé et de sécurité régulièrement pendant les travaux. Le mettre à jour lorsque les conditions présentent de nouveaux risques et dangers, par exemple l'arrivée d'un nouveau corps de métier ou sous-traitant au chantier.

.7 Le Représentant du Ministère transmettra ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations; il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

.8 Afficher une copie du plan et les mises à jour bien en vue sur le chantier.

1.13 Surveillance de la sécurité

- .1 Faire appel à un représentant en santé et sécurité sur le chantier qui surveillera quotidiennement les aspects de santé et sécurité relatifs aux travaux.
- .2 Le représentant en santé et sécurité du chantier peut être le Contremaître ou une autre personne désignée par

l'Entrepreneur, et aura la responsabilité et l'autorité de faire ce qui suit.

- .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et sécurité au travail.
 - .2 Suivre de près et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'Entrepreneur.
 - .3 Fournir une séance préparatoire en sécurité aux personnes à qui l'accès au chantier a été autorisé.
 - .4 S'assurer que les personnes à qui l'accès à l'emplacement a été autorisé sont compétentes et bien formées en santé et sécurité relativement à leurs activités à cet emplacement, ou qu'elles sont escortées par une personne compétente lorsqu'elles sont sur le chantier.
 - .5 Interrompre les travaux si des motifs de santé et sécurité l'exigent.
- .3 Le représentant en santé et sécurité du chantier doit présenter les qualités suivantes.
- .1 Être qualifié et compétent en santé et sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience pratique sur un chantier où ont été menées des activités liées aux travaux.
 - .3 Être sur le chantier en permanence durant l'exécution des travaux.
- .4 Tout le personnel de surveillance affecté au chantier doit être compétent.
- .5 Inspections.
- .1 Effectuer des inspections périodiques de la sécurité sur le chantier sur une base au moins bihebdomadaire. Consigner les déficiences et les mesures correctives prises.
- 1.14 Formation
- .1 Sur le chantier, employer seulement des travailleurs qualifiés, qui ont été bien formés en procédures et pratiques de santé et sécurité au travail pertinentes aux tâches qui leur sont assignées.
 - .2 Tenir les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre ces données à la disposition du Représentant du Ministère, sur demande.

-
- | | | |
|------|---|--|
| | .3 | En présence de conditions ou de risques particuliers ou imprévus pouvant compromettre la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit. |
| 1.15 | <u>Règles de sécurité de base propres au site</u> | .1 |
| | | Malgré l'obligation de l'Entrepreneur de se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial sur la santé et la sécurité, s'assurer que les règles de sécurité minimales suivantes sont respectées par les personnes ayant accès au chantier. |
| | | .1 Porter l'ÉPI approprié pour les travaux ou tâches assignées, c'est-à-dire au moins un casque, des bottes ou chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection pour les oreilles. |
| | | .2 Signaler sans délai toute condition non sécuritaire sur le chantier, quasi-accident, blessure et dommage survenu. |
| | | .3 Garder le chantier et les aires d'entreposage propres et exempts de facteurs de risques de blessures. |
| | | .4 Respecter les mises en garde des panneaux d'avertissement et des étiquettes de sécurité. |
| | | .2 Informer les personnes des mesures disciplinaires à prendre en cas de non-respect. |
| 1.16 | <u>Correctifs en cas Cas de non-conformité</u> | .1 |
| | | Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère. |
| | | .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger les situations de non-conformité en matière de santé et de sécurité. |
| | | .3 Le Représentant du Ministère ordonnera l'arrêt des travaux, si la situation de non-conformité n'est pas réglée rapidement |
| 1.17 | <u>Rapport d'incidents</u> | .1 |
| | | Enquêter sur les incidents suivants, et en faire rapport au Représentant du Ministère. |

-
- | | | |
|--------------------------------------|----|---|
| | .1 | Incidents qui nécessite d'être signalés au ministère provincial de santé et sécurité au travail, à la commission des accidents du travail ou à un autre organisme de réglementation. |
| | .2 | Blessures nécessitant des soins médicaux. |
| | .3 | Dommages matériels s'élevant à plus de 10 000,00 \$. |
| | .4 | Interruptions aux activités de l'installation entraînant une perte dépassant 5000,00 \$ pour un ministère fédéral. |
| | .2 | Soumettre un rapport écrit. |
| 1.18 <u>Matières Dangereuses</u> | .1 | Se conformer aux exigences du SIMDUT. |
| | .2 | Conserver les FS de tous les produits qui sont livrés sur le chantier. |
| | .1 | Les afficher sur le chantier. |
| | .2 | Remettre une copie au Représentant du Ministère. |
| 1.19 <u>Dynamitage</u> | .1 | L'abattage par explosifs ou l'utilisation d'autres explosifs n'est pas permis sur le chantier sans l'autorisation et les consignes préalables écrites du Représentants du Ministère. |
| 1.20 <u>Dispositifs cartouches</u> | .1 | Utiliser des outils de fixation à cartouches seulement après avoir obtenu une permission écrite du Représentant du Ministère à cet effet. |
| 1.21 <u>Espaces clos</u> | .1 | Exécuter les travaux dans les espaces clos en respectant les règlements de santé et sécurité au travail. |
| 1.22 <u>Dossiers sur le chantier</u> | .1 | Conserver sur le chantier un exemplaire de la documentation sur la sécurité et des rapports à produire conformément aux lois et règlements des autorités compétentes, et un exemplaire des documents prescrits dans le présent devis. |
| | .2 | Sur demande, mettre ces documents à la disposition du Représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé, pour qu'ils puissent les examiner. |

1.23 Affichage des Documents

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente.
- .2 Afficher les autres documents prescrits dans le présent devis, y compris les suivants.
 - .1 Le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.
 - .2 Les FS du SIMDUT

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Références

- .1 SIMDUT: Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, Santé Canada.
- .2 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, Transports Canada, date de mise à jour 2009-08-27.
- .3 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêches canadiennes, Ministère des Pêches et des Océans Canada, 1998.
- .4 LCOM : Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, Environnement Canada, 1994.
- .5 Règlements de la Garde côtière canadienne, Ministère des Pêches et des Océans Canada.
- .6 Loi sur la marine marchande du Canada, Transports Canada, 2001.
- .7 AWWPA: American Wood Preserver Association.

1.2 Définitions

- .1 Matière dangereuse : Produit, substance ou organisme utilisé aux fins auxquelles il était initialement destiné, et qui est une marchandise ou une matière dangereuse susceptible d'avoir des répercussions nuisibles sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Terre humide : terrain où la nappe phréatique est à proximité ou au-dessus de la surface, ou qui sont saturés d'eau assez longtemps pour créer des conditions comme des sols modifiés par l'eau et une végétation hydrophile. Les terres humides comprennent les tourbières et les terres humides minérales ou zones de sols minéraux qui subissent l'influence d'un excès d'eau mais qui produisent peu de tourbe ou pas du tout.
- .3 Cours d'eau : désigne le lit et la rive d'une rivière, d'un ruisseau, d'un lac, d'une crique, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau

au cours d'au moins une partie de l'année.

- .4 Espèces exotiques : désigne des espèces ou sous-espèces introduites à l'extérieur de leur distribution normale, et dont l'établissement et la prolifération expose des écosystèmes, habitats ou des espèces locaux à des risques de dommages économiques ou environnementaux.
- .5 Zone tampon : zone de terres recouvertes de végétation qui protège les cours d'eau contre l'exploitation de terres adjacentes. Ce terme se rapporte aux terres adjacentes aux cours d'eau comme les ruisseaux, les rivières, les fleuves, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris les plaines inondables et les terres en voie de conversion entre les cours d'eau et des zones de terres plus arides.

1.3 Transport

- .1 Transporter des marchandises et des déchets dangereux conformément aux exigences de la Loi sur le transport des marchandises dangereuses.
- .2 Ne pas surcharger les camions lors du transport de substances. Protéger le chargement contre tout risque de déversement.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de poussière et d'autres matières étrangères.
- .4 Éviter toute possibilité de déversement du chargement et de toute matière étrangère sur les autoroutes, les routes et les routes d'accès destinés à des travaux. Faire très attention lors du transport de remblais de dragage et d'autres matières dangereuses. Nettoyer immédiatement tout déversement et tout sol contaminé.
- .5 Avant le début des travaux, aviser le représentant du ministère à propos de routes existantes et des routes temporaires devant servir pour accéder aux lieux des travaux et pour transporter des matériaux aux lieux et hors des lieux.

1.4 Manipulation des matières dangereuses

- .1 Manipuler et stocker les matières dangereuses sur place conformément aux procédures et exigences énoncées dans le SIMDUT.

- | | | |
|---|----|---|
| | .2 | Stocker tous les liquides dangereux à un endroit et d'une manière qui empêchent leur déversement dans l'environnement. |
| | .3 | Tenir un inventaire écrit de toutes les matières dangereuses gardées sur les lieux. Énumérer le produit, sa quantité et la date de son stockage. |
| | .4 | Garder les fiches signalétiques du SIMDUT sur place pour tous les articles pertinent. |
| 1.5 <u>Pétrole, huiles
et lubrifiants</u> | .1 | Se conformer aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pour le stockage sur place de carburant et de produits à base de pétrole. |
| | .2 | Ne placer aucun réservoir de carburant et ne stocker aucun autre produit à base de pétrole à une distance de moins de 30 mètres d'une zone tampon de cours d'eau et de cours d'eau et de terres humides. Ne ravitailler ni huiler de la machinerie à moins de 30 mètre de cette zone tampon. Obtenir l'approbation du représentant du ministère pour désigner un emplacement acceptable sur les lieux aux fins de stockage de carburant ou de ravitaillement de matériel. |
| | .3 | Ne jeter aucun produit à base de pétrole ni toute autre substance toxique sur le sol ou dans l'eau. |
| | .4 | Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter des déversements et contaminer ainsi le sol et l'eau (de surface ou souterraine) lors de la manipulation sur place de produits à base de pétrole et du ravitaillement de véhicules et de matériel. |
| | .5 | Garder sur les lieux le matériel d'intervention approprié en cas de déversement, consistant en au moins un nécessaire d'intervention en cas de déversement su remballé de 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage de déversements. |
| | .6 | Garder les véhicules et le matériel en bon état afin d'empêcher toute fuite sur les lieux. |

- | | | |
|------------------------------------|----|--|
| | .7 | En cas de déversement de pétrole, aviser immédiatement le représentant du ministère et la Garde côtière canadienne (GCC) au numéro 1-800-565-1633 (Ligne d'appel sur 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et à toutes les procédures stipulés par l'autorité compétente. |
| 1.6 <u>Élimination des déchets</u> | .1 | Ne pas enterrer les rebuts, les résidus et les déchets sur place. |
| | .2 | Éliminer et recycler les résidus de démolition et les déchets vers une installation de traitement de des déchets. |
| | .3 | Ne pas jeter des matières dangereuses, des substances volatiles (comme les essences minérales, les peintures, les diluants, etc.) et les produits à base de pétrole dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou domestiques et dans des sites d'enfouissement. |
| | .4 | Éliminer les matières dangereuses conformément aux lois, règlements, codes et lignes directrices fédéraux et provinciaux pertinents. |
| | .5 | Résidus de béton : <ul style="list-style-type: none"> .1 Ne pas décharger de résidus ou de rejets de béton sur place. .2 Nettoyer immédiatement tout déversement accidentel de béton sur les lieux avant que ce dernier se solidifie. .3 Ne pas laver ou nettoyer sur place des véhicules de transport de béton. .4 Décharger les matières résiduelles et nettoyer les camions uniquement à l'usine de béton. Respecter les règlements sur l'environnement et les bonnes pratiques en la matière qui sont approuvées par le ministère de l'Environnement provincial et par les autres autorités compétentes. |
| 1.7 <u>Qualité de l'eau</u> | .1 | Exécuter les travaux d'excavation d'un cours d'eau ou d'une terre humide de façon à limiter la turbidité et à réduire la quantité de sédiments en suspension dans l'eau à un minimum absolu, et ce, en tout temps. <ul style="list-style-type: none"> .1 Maintenir la vitesse et l'élan d'excavation appropriés du matériel d'excavation. Effectuer au besoin des ajustements approuvés par le |

- Représentant du Ministère.
- .2 Mettre en position stratégique le matériel d'excavation et les véhicules de transport de façon à éviter, dans toute la mesure du possible, les balancements au-dessus de l'eau.
 - .2 Dans le cas où les travaux pourraient altérer la qualité de l'eau adjacente aux canalisations de prise d'eau utilisées par les installations de retenue de homard, de traitement du poisson et d'autres exploitants de ports, établir le calendrier des travaux en coopération avec l'administration portuaire, selon les directives de Représentant du Ministère, afin de réduire au minimum les ingérences et les effets sur les exploitants du port.
 - .3 Surveiller visuellement la turbidité de l'eau des zones avoisinantes adjacentes aux lieux des travaux et jusqu'à la limite de dragage établie de 200 mètres.
 - .1 Si la turbidité de l'eau change de manière excessive au-delà de la limite de dragage par rapport aux conditions existantes des nappes d'eau avoisinantes, comme par exemple un net changement de couleur, aviser le Représentant du Ministère pour obtenir les mesures appropriées à suivre pour atténuer les effets de la situation.
 - .4 Qualité de l'eau lors de dragage par aspiration :
 - .1 Réduire au minimum les points de rejet des matériaux de dragage au lieu d'élimination en plaçant l'embout de tuyau à la surface de l'eau ou près de ce point.
 - .2 Limiter la circulation des navires à la zone adjacente au lieu d'élimination à un niveau minimum absolu pour que les matériaux ne soient pas remis en suspension par l'effet du sillage des hélices.
 - .5 Contamination de l'eau par le bois traité par préservatif:
 - .1 On doit laisser durcir le bois d'œuvre ou de charpente traité, à l'usine ou sur place, doit être laissé durcir pendant au moins 30 jours suivant la date de l'application du traitement avant qu'il soit posé à des endroits où il touchera à de l'eau.

- | | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> .2 Ne pas couper de bois traité au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'une terre humide. .3 Ne pas appliquer de produits préservatifs liquides au-dessus de la surface d'un cours d'eau ou d'un terre humide. .4 Le bois traité à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) ou à l'arséniate de zinc et de cuivre ammoniacé (AZCA) doit être approuvé par la l'ACNOR ou l'AWPA. .5 Ne pas utiliser le bois d'œuvre ou de charpente traité à l'acide crésotinique, au pétrole et au pentachlorophénol pour aucune partie des travaux. .6 Ne rincer le matériel qu'à une zone tampon d'au moins 30 mètre d'une terre humide, d'un cours d'eau ou de toute zone écosensible. |
| 1.8 <u>Restrictions soucié économiques</u> | <ul style="list-style-type: none"> .1 Respecter les règlements provinciaux et municipaux concernant toute restriction sur les travaux effectués la nuit et sur l'éclairage artificiel des lieux. Obtenir les permis pertinents. .2 Placer les projecteurs dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes. .3 Munir le matériel et les machines de silencieux conçus à cette fin afin de réduire le bruit sur place au niveau le plus faible possible. Maintenir ces silencieux en bon état de marche en tout temps. |
| 1.9 <u>Oiseaux et leurs habitats</u> | <ul style="list-style-type: none"> .1 Respecter la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, leurs œufs, leurs nids et leurs petits découverts sur les lieux et dans les environs. .2 Minimiser la perturbation de tous les oiseaux sur place et dans les environs pendant toute la durée des travaux. .3 Ne pas s'approcher des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagines et d'oiseaux de rivage lors de l'arrimage de matériel, de l'accès aux quais et du transport de fournitures. .4 Lors de travaux de nuit, placer les projecteurs dans la direction opposée des habitats de nids d'oiseaux. |

- .5 Ne pas utiliser les plages, les dunes et autres zones non perturbées naturelles des lieux pour effectuer des travaux à moins que le représentant du ministère n'ait donné son approbation pour ces travaux particuliers.
- .6 Si des nids d'oiseaux sont découverts dans les terres humides lors des travaux, aviser immédiatement le représentant du ministère pour obtenir les directives à suivre.
 - .1 Ne pas perturber les nids et la végétation environnante jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .2 Minimiser les travaux à proximité immédiate de telles zones jusqu'à la fin de la période de nidification.
 - .3 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service canadien de la faune.

1.10 Poissons et leur habitat

- .1 Prendre bien conscience du risque de contamination de l'habitat des poissons sur les lieux résultant de l'introduction d'espèces exotiques dans l'eau.
- .2 Afin de minimiser la possibilité de contamination d'habitats de poissons, il faut laver et nettoyer tout le matériel de construction qui sera immergé dans l'eau d'un cours d'eau, ou pourrait entrer en contact avec de telles eaux au cours des travaux, afin de s'assurer qu'il est exempt de salissures marines et d'espèces exotiques.
 - .1 Le matériel doit comprendre les embarcations, les chalands, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les tuyaux et tous les autres outils et équipements divers qui ont précédemment servi dans un environnement marin.
- .3 Le lavage et le nettoyage du matériel doivent avoir lieu immédiatement à leur arrivée sur les lieux et avant leur utilisation au-dessus ou dans un plan d'eau.
- .4 Effectuer les opérations de lavage et de nettoyage comme suit :
 - .1 Gratter et enlever toute accumulation importante de boue et l'éliminer de manière appropriée.
 - .2 Rincer toutes les surfaces du matériel à l'aide d'eau douce pressurisée.

- .3 Tout de suite après, appliquer par forte pulvérisation une couche de vinaigre pur ou d'un autre agent de nettoyage respectant l'environnement afin d'éliminer entièrement toute trace de matière végétale, animale ou sédimentaire.
- .4 Rechercher et éliminer toute matières végétale, animale ou sédimentaire de tous les bouchains et les filtres.
- .5 Vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de l'utiliser.
- .6 Lors de l'extraction du matériel de l'eau, vidanger l'eau stagnante du matériel et le faire sécher complètement avant de le retirer des lieux.
- .5 N'effectuer aucune opération de nettoyage ou de rinçage dans une zone tampon de 30 mètres d'une terre humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone environnementale sensible.
- .6 Dossier du registre d'assurance :
 - .1 Tenir à jour un registre permanent des utilisations et nettoyages passés et présents de tout le matériel pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination d'habitats de poissons par des espèces exotiques.
 - .2 Consigner les renseignements dans un registre à couverture rigide.
 - .3 Inclure les renseignements suivants :
 - .1 Date et lieu de l'utilisation précédente du matériel dans un cours d'eau ou une terre humide;
 - .2 Type de travaux exécutés;
 - .3 Dates de rinçage de chaque pièce d'équipement;
 - .4 Méthode de nettoyage et agents utilisés.
- .7 Tenir à jour le registre d'assurance de qualité d'un projet à l'autre. Sur demande, remettre le registre au du Ministère aux fins d'examen.
- .8 Respecter les exigences et les recommandations de la Direction de la protection de l'habitat et du développement durable du ministère de l'Environnement fédéral et du ministère des Pêches et Océans quant au nettoyage et au rinçage du matériel.

- | | | | |
|-------------|-------------------------|----|--|
| <u>1.11</u> | <u>Qualité de l'air</u> | .1 | Maintenir au minimum absolu la poussière en suspension dans l'air et les saletés résultants des travaux. |
| | | .2 | Prendre les mesures de contrôle des poussières pour les routes, les stationnements et les zones de travail. |
| | | .3 | Arroser les surfaces avec de l'eau ou d'autres produits respectant l'environnement. Utiliser du matériel et des machines spécialement prévus à cet effet et appliquer la substance en quantité et fréquences suffisantes pour assurer un contrôle efficace et constant de la poussière pendant toute la durée des travaux. |
| | | .4 | N'utiliser aucune huile ni tout autre produit à base de pétrole pour le contrôle de la poussière. |
| <u>1.12</u> | <u>Feux</u> | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des déchets sur place. |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Inspection

- .1 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à essais spéciaux commandés par le représentant du ministère ou par les autorités compétentes, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .2 Conformément aux conditions générales, le représentant du ministère peut demander à examiner toute partie de l'ouvrage, si on soupçonne que l'ouvrage en question n'est pas conforme aux exigences des documents contractuels.
- .3 Si l'Entrepreneur couvre on permet de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit couvrir l'ouvrage en question jusqu'à ce que les inspections ou les essais requis aient été complètement effectués de façon satisfaisante et jusqu'au moment où le représentant du ministère lui donnera la permission de couvrir l'ouvrage.
- .4 L'Entrepreneur doit assumer les coûts pour couvrir l'ouvrage dérange par les inspections et pour le remettre dans son état initial.

1.2 Essais

- .1 Les essais effectués sur les matériaux/matériels, comme prescrit dans diverses sections du devis, relève de la responsabilité du représentant du ministère, sauf indication contraire.
- .2 Des essais ne figurant pas au devis peuvent aussi être effectués par le représentant du ministère à sa discrétion. Ce dernier en assumera les frais.
- .3 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par l'organisme d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit supporter le coût encouru des essais ou des inspections supplémentaires que le représentant du ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.

- | | | | |
|-----|--|----|--|
| 1.3 | <u>Organismes
d'essai et
d'inspection
indépendants</u> | .1 | <p>Le représentant du ministère peut se charger de retenir les services d'organismes d'essais et d'inspections indépendants. Il peut assumer le coût de ces services sauf pour ce qui suit, qui fait partie des responsabilités de l'Entrepreneur:</p> <ul style="list-style-type: none">.1 Les inspections et les essais exigés par les lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public..2 Les inspections et les essais effectués par exclusivement pour la convenance de l'Entrepreneur..3 Les essais prescrits dans diverses sections et qui doivent être effectués par l'Entrepreneur sous la supervision du représentant du ministère. |
| | | .2 | <p>Informar le représentant du ministère suffisamment à l'avance du moment où les travaux seront prêts pour les essais, afin qu'il prenne les dispositions avec l'organisme d'essais. Sur demande du représentant du ministère, informer directement cet organisme.</p> |
| | | .3 | <p>Selon les prescriptions du devis ou sur demande, soumettre, à l'organisme d'essais, les échantillons représentatifs de matériel/matériaux nécessaires aux essais, en quantité suffisante, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.</p> |
| | | .4 | <p>Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour prélever, manipuler et livrer les échantillons de matériaux/matériels.</p> |
| | | .5 | <p>Prévoir l'espace requis, à l'usage exclusif de l'organisme d'essais, pour l'entreposage du matériel et la cure des échantillons.</p> |
| | | .6 | <p>Le recours à des organismes d'essai et d'inspection indépendants, par le représentant du ministère, ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.</p> |

- | | | |
|---|----|--|
| 1.4 <u>Accès au
chantier</u> | .1 | Faciliter au représentant du ministère l'accès au chantier.
Si une partie des ouvrages sont exécutés à des endroits autres que sur le chantier, prendre des dispositions pour lui permettre d'accéder à ces ouvrages pendant leur réalisation. |
| | .2 | Fournir la main d'oeuvre et les installations nécessaires pour permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai. |
| | .3 | Collaborer pour faciliter les inspections et les essais. |
| 1.5 <u>Ouvrages
travaux rejetés</u> | .1 | Enlever et remplacer les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels par le représentant du ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'article, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. |
| | .2 | Remplacer ou refaire les ouvrages existants ou nouveaux, y compris les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement. |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1	<u>Exigences de organismes de réglementation</u>	.1	Avant d'utiliser le pont-bascule, s'assurer qu'il a été certifié comme satisfaisant aux exigences de la Loi sur les poids et mesures, chapitre 36 des Lois du Canada (1970, 1971, 1972), et de ses modifications ultérieures. Afficher le certificat de façon qu'il soit bien visible.
1.2	<u>Procédures de mesure</u>	.1	Inclure les coûts de certification, d'installation, d'entretien et d'enlèvement du pont-bascule ou d'utilisation d'un pont-bascule commercial local dans les lots de paiement à mesurer selon la masse (Section 35 31 24).
1.3	<u>Matériel</u>	.1	Pont-bascule: pont-bascule électronique pour camion, de capacité suffisante pour permettre le pesage des véhicules en charge en une seule opération.
		.2	On peut utiliser les ponts-bascules commerciaux certifiés existants, selon leur disponibilité et selon l'approbation du Ministère.
		.3	La fourniture de la main d'œuvre, du matériel, des outils, de l'équipement, de la protection, du transport, des frais administratifs, des profits et du financement nécessaire, etc. afin de compléter les travaux décrits dans ce projet devront être inclus pour chacun des items à toutes les locations.
1.4	<u>Poste de pesage</u>	.1	Poste renfermant un indicateur de masse et dans lequel l'inspecteur du Représentant du Ministère peut effectuer le travail prévu et tenir à jour des registres.
		.2	Poste à l'épreuve des intempéries et doté d'un système d'éclairage capable d'assurer un niveau d'éclairement d'au moins 750 lx, d'une fenêtre coulissante donnant sur le tablier du pont-bascule, d'une autre fenêtre pour assurer une aération transversale, d'un pupitre avec tablette d'au moins 0.6 x 1.8 m et d'un système de chauffage pouvant maintenir une température intérieure constante de 20°C. La porte d'entrée ne doit pas s'ouvrir sur le tablier du pont-bascule.

1.5 Exploitation

- .1 L'inspecteur du Représentant du Ministère supervisera le pesage des matériaux au pont-basculé lorsqu'ils seront disponibles.
- .2 Présenter un nombre suffisant de coupons de pesée, en trois (3) exemplaires, et avec des numéros de série consécutifs. Faire approuver le style des coupons par le Représentant du Ministère.

1.6 Entretien

- .1 Garder le pont-basculé et son tablier propres et exempts de gravier, d'asphalte, de neige, de glace et de débris.
- .2 Garder les rampes d'approche en bon état et exemptes d'affaissements et d'ornières.
- .3 Le pont-basculé doit être recertifié, si le Représentant du Ministère le demande.

1.7 Pont bascules

- .1 Le tableau suivant spécifie les exigences pour mesurée en masse :
 - .1 Pas de balance nécessaires sur place.
 - .2 L'entrepreneur à utiliser l'échelle en route vers le lieu de travail.
 - .3 Peser échelle utilisée ou proposée pour le travail doit être approuvé par le Représentant du Ministère et certifié selon les exigences de la loi sur les ponts et mesures Lois de Canada de 1976 à 1977, chapitre 36.
 - .4 Le Représentant du Ministère peut peser les produits pour être mesurés par masse.
 - .5 Fournir approuvés peser glisse en quatre exemplaires avec les numéros de série consécutifs.
 - .6 Les billets de pesage doit d'être signé par le Représentant du Ministère au moment de la livraison.

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 Accès au chantier</u>	.1	Aménager et entretenir des voies convenables pour permettre l'accès au chantier.
	.2	Si l'Entrepreneur est autorisé à accéder au chantier par les voies de circulation existantes, il doit assurer l'entretien de ces voies d'accès pendant toute la durée du contrat et réparer tout dommage résultant de son utilisation des routes.
<u>1.2 Bureau de chantier du représentant du ministère</u>	.1	Fournir un bureau de chantier, dont l'entrepreneur sera responsable, au besoin, y compris l'électricité, le chauffage, l'éclairage et le téléphone. Placer le bureau du chantier à l'emplacement indiqué par le représentant du ministère.
	.2	Fournir toutes les installations et abris requis par la loi ou les codes pour utilisation par les travailleurs et le représentant du ministère et son personnel identifié sur le chantier.
	.3	Le représentant du ministère assumera les frais d'interurbains.
<u>1.3 Services d'utilités publics</u>	.1	Prévoir des installations sanitaires et une alimentation en eau potable et en énergie électrique, conformément aux règlements et ordonnances en vigueur. L'Entrepreneur doit prendre ses propres dispositions pour obtenir les services d'utilités publics, lesquels seront assurés à ses frais.
<u>1.4 Entreposage des matériaux</u>	.1	Localiser les remorques d'entreposage à un emplacement nuisant le moins aux activités de l'installation actuelle.
	.2	L'espace d'entreposage des matériaux sur le chantier est limité. L'Entrepreneur doit prendre des dispositions.
<u>1.5 Électricité</u>	.1	Prendre les dispositions, payer et maintenir une alimentation électrique temporaire conformément aux règlements et ordonnances en vigueur.

-
- | | | |
|-----|--|---|
| | .2 | Fournir et installer toutes les installations temporaires pour l'électricité comme les câbles pour poteaux, les prises pour compteur, les câbles souterrains, etc. sur approbation de l'autorité en alimentation électrique locale. |
| 1.6 | Enlèvement des installations temporaires | .1 Enlever du chantier les installations temporaires lorsque le représentant du ministère en donne l'instruction. |
-

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | |
|--|---|
| <u>1.1 Généralités</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Effectuer les activités de nettoyage et d'élimination pour se conformer aux ordonnances locales et aux lois anti-pollution..2 Entreposer les déchets volatiles dans des récipients métalliques couverts et les retirer des lieux à la fin de chaque journée de travail. |
| <u>1.2 Nettoyage pendant la construction</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 Maintenir le lieu de travail dans un état ordonné, libre d'accumulations de déchets et de débris. Nettoyer les secteurs quotidiennement..2 Fournir des récipients sur place pour la collecte de déchets et débris..3 Utiliser des bacs de collecte clairement identifiés pour la séparation à la source et le recyclage des déchets et débris conformément aux exigences de gestion des déchets précisées..4 Enlever les déchets et débris du site quotidiennement. |
| <u>1.3 Nettoyage final</u> | <ul style="list-style-type: none">.1 En guise de préparation à l'acceptation du projet pour un certificat provisoire ou final, effectuer un nettoyage final..2 Balayer et nettoyer les surfaces asphaltées extérieures et trottoirs ; passer un râteau sur les autres surfaces des terrains..3 Assurer que le site du travail et l'accès voisin, ainsi que les structures du quai sont retournées aux conditions avant la construction. |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|-----|----------------------------------|----|--|
| 1.1 | <u>Travaux
Connexes</u> | .1 | Section 01 35 44 - Procédure de l'Environnement
Procédures pour Travaux Maritimes. |
| 1.2 | <u>Généralités</u> | .1 | Effectuer les travaux en mettant un accent maximal sur :
.1 Réduction des déchets ;
.2 Éloignements des déchets des sites d'enfouissement ;
.3 Recyclage de matériaux. |
| 1.3 | <u>Réduction
des déchets</u> | .1 | Élaborer une stratégie de réduction des déchets pour les travaux. |
| | | .2 | Structurer le programme pour établir les priorités des actions, avec une première priorité de réduction des déchets, suivie d'un effort de récupération et de recyclage puis d'élimination sous forme de déchets solides. |
| | | .3 | Identifier les matériaux et équipements à :
.1 Récupérer pour revente par l'entrepreneur.
.2 Envoyer à une installation de recyclage.
.3 Envoyer à un site de transformation des déchets / site d'enfouissement pour leurs efforts de recyclage.
.4 Éliminer à un site d'enfouissement approuvé. |
| | | .4 | Réduire les déchets de construction pendant les travaux d'installation. Suivre les pratiques qui minimiseront les déchets et optimiseront l'utilisation complète des nouveaux matériaux sur les lieux, comme :
.1 Utilisation d'une aire de coupe centrale pour permettre un accès facile aux à-côtés de coupe ;
.2 Utilisation des à-côtés de coupe pour les blocs et les pontages ailleurs.
.3 Utilisations d'installations efficaces et placées stratégiquement sur les lieux pour l'entreposage et l'installation de matériaux restants ou partiellement coupés (comme le contreplaqué, les billots de dimensionnement, etc.) pour permettre une incorporation facile dans les travaux lorsque c'est possible afin d'éviter les déchets inutiles. |
| | | .5 | Élaborer d'autres stratégies et procédures innovatrices pour réduire les déchets. |

- | | | |
|---|----|--|
| <u>1.4 Méthode de tri
des matériaux
à la source</u> | .1 | Élaborer et mettre en œuvre une méthode de tri des matériaux à la source au début des travaux dans le cadre de la mobilisation et de la gestion des déchets sur le chantier. |
| | .2 | Prévoir des installations sur place afin de recueillir, manipuler et entreposer les quantités prévues de matériaux réutilisables, récupérables et recyclables. |
| | .3 | Établir des méthodes selon lesquelles les déchets dangereux et toxiques et leurs contenants qui se trouvent sur place ou sont utilisés pendant les travaux sont correctement isolés, entreposés sur place et éliminés conformément aux lois et règlements promulgués par les autorités compétentes. |
|
<u>1.5 Exigences
relatives à
l'élimination</u> | .1 | Éliminer les déchets seulement dans des installations approuvées de traitement des déchets ou des sites d'enfouissement autorisés par les autorités compétentes de transformation des déchets ou des sites d'enfouissement approuvés. |
| | .2 | Avant de commencer les travaux, communiquer avec les autorités compétentes afin de savoir quels déchets, le cas échéant, sont interdits d'élimination dans les sites d'enfouissement. Prendre les mesures nécessaires pour isoler ces déchets sur le chantier et les éliminer en respectant strictement les règlements provinciaux et municipaux pertinents. |
| | .3 | Recueillir, regrouper et transporter les matériaux récupérés qui doivent être recyclés selon les catégories et les conditions distinctes, d'après les indications de l'installation de recyclage. Expédier les matériaux uniquement à des installations de recyclage approuvées. |
| | .4 | Il est interdit à l'Entrepreneur de vendre des articles récupérés à d'autres parties sur le chantier. |
|
<u>1.5 Enlèvement</u> | .1 | Enlever la totalité des matériaux et objets qui doivent l'être, y compris toutes les fixations. Retirer avec soins les matériaux qui doivent être réutilisés |

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1	<u>Contenu de la section</u>	.1	Modalités administratives préalables aux inspections préliminaire et finale des travaux par le représentant du ministère.
1.2	<u>Sections connexes</u>	.1	Section 01 78 00 – Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux.
1.3	<u>Inspection et déclaration d'achèvement substantiel</u>	.1	Inspection effectuée par l'Entrepreneur: coordonner et effectuer, de concert avec les sous-traitants, une inspection et une vérification des travaux. Repérer les defaults, les réparations nécessaires et exécuter les éléments laissés en suspens, au besoin, pour achever les travaux conformément aux exigences des documents contractuels. .1 Aviser le représentant du ministère par écrit après avoir apporté des corrections aux défauts et défaillances décelés au cours de l'inspection de l'Entrepreneur, et quand les travaux sont jugés prêts pour son inspection.
		.2	Inspection effectuée par le représentant du ministère: accompagner le représentant du ministère au cours de toutes les inspections provisoires et finales des travaux. .1 Repérer les defaults, les défaillances des travaux et les éléments qui n'ont pas été exécutés, identifiés au cours de ces inspections. .2 Signaler au représentant du ministère quand tous les problèmes relevés ont été corrigés.
		.3	Il est à noter que le représentant du ministère n'émettra pas un certificat d'achèvement substantiel des travaux tant que l'Entrepreneur n'aura pas exécuté les travaux ci-dessous et remis les documents ci-après: .1 Documents d'après exécution du dossier, Section 01 78 00.
		.4	Corriger tous les écarts avant que le représentant du ministère n'émette le certificat d'achèvement des travaux.

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|-----|--------------------------------------|----|---|
| 1.1 | Contenu de la
section | .1 | Documents du dossier de projet. |
| 1.2 | Documents du
dossier de
projet | .1 | Le représentant du ministère fournira deux (2) jeux de diazocopies des dessins contractuels et deux (2) copies du devis à utiliser pour obtenir des documents d'après exécution. |
| | | .2 | Conserver sur le chantier un jeu de dessins contractuels et une copie du devis pour consigner les conditions réelles d'après exécution. |
| | | .3 | Tenir à joue et en bon état le devis et les dessins d'après exécution en temps réel et, sur demande du représentant du ministère, les lui remettre aux fins d'inspection. |
| | | .4 | Dessins d'après exécution: |
| | | .1 | Consigner les changements à l'encre rouge sur les diazocopies. Annoter les changements seulement sur un jeu de diazocopies, et à l'achèvement des travaux, transcrire soigneusement les annotations sur le second jeu de diazocopies (utiliser aussi de l'encre rouge). |
| | | .2 | Soumettre les (2) deux jeux au représentant du ministère avant de faire la demande de certificat d'achèvement substantiel des travaux. |
| | | .3 | Tous les dessins doivent porter la mention "Dessins d'après exécution" et doivent être étiquetés, puis signés et daté par l'Entrepreneur. |
| | | .4 | Montrer toutes les modifications. Substitutions et écarts par rapport à ce qui figure sur le dessins contractuels ou sur le devis. |
| | | .5 | Consigner les renseignements suivants: |
| | | .1 | La profondeur des divers éléments de fondations par rapport aux données de relevé. |
| | | .2 | Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages. |
| | | .3 | L'emplacement de toutes les canalisations de services et d'utilités obturées ou désactivées. |

- .4 Les élévations, coupes et détails doivent tous être cotés et marqués afin de reporter de façon cohérente l'état des installations finies.
- .5 Tour détail établi par le représentant du ministère au cours des travaux pour compléter ou changer les dessins de conception existants.
- .6 Tous les ordres de modification émis au cours du contrat doivent être documentés sur les documents d'après exécution finis, indiquant avec précision et cohérence la condition changée qui s'applique à tous les détails de dessins touchés par les modifications.
- .6 Devis d'après exécution: annoter lisiblement à l'encre rouge chaque élément afin de consigner les travaux réels, y compris ce qui suit:
 - .1 Les changements apportés par addenda et ordres de modification.
 - .2 Marquer les deux copies du devis, y apposer la mention "Dessins d'après exécution », les signer et dater de manière similaire aux dessins selon l'article ci-dessus.
- .5 Tenir à jour les documents d'après exécution à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le représentant du ministère effectuera des examens et des inspections des documents régulièrement. Si ces documents ne sont pas tenus à jour et complets à la satisfaction du représentant du ministère, l'Entrepreneur est sujet à des pénalités financières sous la forme d'une retenue des acomptes ou d'une retenue au contrat.